



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.084/2/V
du 23 août 2023

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant
l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour,
l'établissement et l'éloignement
des étrangers, en ce qui concerne
les citoyens de l'Union qui se
rendent sur le territoire pour y
chercher un emploi et en ce qui
concerne le renouvellement des
documents de séjour,
l'introduction de la demande
d'attestation d'enregistrement et
de la demande de séjour
permanent'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.084/2/V
van 23 augustus 2023

over

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot wijziging van het koninklijk
besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering van
vreemdelingen, wat betreft de
burgers van de Unie die het
grondgebied binnenkomen om er
werk te zoeken en wat betreft de
vernieuwing van de
verblijfsdocumenten, de indiening
van de aanvraag voor een
verklaring van inschrijving en de
aanvraag duurzaam verblijf'

Le 11 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 25 août 2023, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les citoyens de l'Union qui se rendent sur le territoire pour y chercher un emploi et en ce qui concerne le renouvellement des documents de séjour, l'introduction de la demande d'attestation d'enregistrement et de la demande de séjour permanent'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 23 août 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 août 2023.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 11 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 25 augustus 2023 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de burgers van de Unie die het grondgebied binnenkomen om er werk te zoeken en wat betreft de vernieuwing van de verblijfsdocumenten, de indiening van de aanvraag voor een verklaring van inschrijving en de aanvraag duurzaam verblijf’.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 augustus 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 augustus 2023.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 39/57-1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' constitue en partie le fondement juridique du projet ¹.

Dès lors que cette disposition exige un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, une analyse d'impact devra être effectuée au sujet des dispositions qui exécutent cette disposition. Son accomplissement sera visé au préambule.

2. Plusieurs dispositions du projet emportent le traitement de données à caractère personnel, comme l'article 51/1, § 2, alinéa 1^{er} ², et § 6, alinéa 1^{er} ³, en projet de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' (article 4 du projet).

Il convient dès lors de tenir compte de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD ») combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et son considérant 96, ainsi qu'avec l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', dont il résulte l'obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données'.

¹ Voir, à cet égard, l'observation n° 1 sous le préambule.

² Lequel énonce : « Lors de la demande, le citoyen de l'Union doit produire les documents suivants : 1° un document prouvant la citoyenneté de l'Union conformément à l'article 41, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi ; 2° une inscription auprès du service de l'emploi compétent et des preuves de plusieurs candidatures effectives, afin de fournir la preuve que le citoyen de l'Union recherche effectivement un emploi ».

³ Lequel énonce : « Le citoyen de l'Union qui est toujours à la recherche d'un emploi six mois à compter de la date de délivrance de l'annexe 19 et qui souhaite séjourner plus longtemps sur le territoire belge à cette fin, doit être en mesure de prouver qu'il a une chance réelle d'être embauché. À cette fin, le citoyen de l'Union présente, entre le sixième et le huitième mois suivant la délivrance de l'annexe 19, les preuves suivantes à l'administration communale du lieu où il réside : 1° la preuve qu'il est toujours à la recherche d'un emploi, c'est-à-dire la preuve de candidatures régulières et actives après la délivrance de l'annexe 19, ainsi qu'un état des lieux des candidatures en cours ; et 2° la preuve d'une chance réelle d'être embauché, compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, telle que les diplômes obtenus, toute formation professionnelle suivie ou envisagée, et la durée de chômage ».

Si les dispositions en projet n'apparaissent pas contenir de nouveaux traitements de données par rapport aux dispositions modifiées⁴, il y a néanmoins lieu de constater que le projet constitue l'expression d'une nouvelle volonté de la part de l'auteur du projet, laquelle est subordonnée au respect de toutes les formalités préalables en vigueur au moment de son adoption.

L'auteur du projet veillera par conséquent à consulter l'Autorité de protection des données au sujet de ces dispositions.

L'accomplissement de cette formalité sera visé au préambule.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'arrêté royal du 7 octobre 2022 'portant des dispositions diverses en matière d'inscription des ressortissants étrangers dans les registres et visant à enregistrer les informations relatives aux reconnaissances frauduleuses et à compléter les informations relatives aux mariages et aux cohabitations légales de complaisance' a respectivement modifié et inséré les articles 50, § 1^{er}, et 51/1 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

Plusieurs dispositions du projet entendent apporter des modifications à ces dispositions.

Il convient néanmoins de constater que l'arrêté royal du 7 octobre 2022 n'est pas encore entré en vigueur dès lors que l'arrêté ministériel devant être pris à cet effet n'a pas été adopté.

Afin d'éviter toute incohérence dans la mise en œuvre de ces arrêtés, il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que l'arrêté royal du 7 octobre 2022 entre en vigueur avant le projet examiné de sorte que ce dernier puisse apporter des modifications aux dispositions de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 dans sa version modifiée par l'arrêté royal du 7 octobre 2022.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Interrogé sur le caractère exhaustif des dispositions qui constituent le fondement juridique du projet, telles que visées à l'alinéa 1^{er}, le délégué de la Secrétaire d'État a précisé qu'il convient d'y ajouter les dispositions suivantes : l'article 13, § 2, alinéa 2, l'article 39/57-1, § 2, l'article 42quinquies, § 5, et l'article 57/30, § 1^{er}, alinéa 6, de la loi du 15 décembre 1980.

⁴ L'article 50, § 2, 3°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 dont la suppression est envisagée par l'article 2, 2°, du projet, énonce : « Lors de la demande ou au plus tard dans les trois mois après la demande, le citoyen de l'Union, selon le cas, doit produire les documents suivants : [...] 3° demandeur d'emploi : a) une inscription auprès du service de l'emploi compétent ou copie de lettres de candidature; et b) la preuve d'avoir une chance réelle d'être engagé compte tenu de la situation personnelle de l'intéressé, notamment les diplômes qu'il a obtenus, les éventuelles formations professionnelles qu'il a suivies ou prévues et la durée de la période de chômage ».

L'alinéa 1^{er} sera complété en conséquence.

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 74.084/2/V du Conseil d'État, donné le 23 août 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁵.

En conséquence, l'urgence ne sera pas mentionnée sous la forme d'un visa, mais pourra l'être dans le cadre d'un considérant.

DISPOSITIF

Article 4

1. Interrogé sur la portée des termes « Si nécessaire » figurant à l'article 51/1, § 7, alinéa 2, en projet, le délégué de la Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« Om de continuïteit van het verblijf te garanderen voor de burger van de Unie, wanneer de administratie (door een grote influx van dossiers of bij complexe dossiers) de tijd te geven om deze bewijzen te controleren of om de uitkomst van een lopende procedure af te wachten (op deze manier kan de betrokkene onmiddellijk geregistreerd worden als werknemer). De Unieburger zelf kan geen verlenging vragen ».

Ces précisions figureront utilement dans le commentaire de l'article.

2. À l'article 51/1, § 8, alinéa 1^{er}, en projet, les mots « qu'il est toujours à la recherche d'un emploi ou qu'il a une chance réelle d'être embauché » seront remplacés par les mots « qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché » pour éviter toute ambiguïté quant au caractère cumulatif des conditions énumérées.

3. L'article 51/1, § 9, alinéa 1^{er}, en projet prévoit qu'en cas de demande « successive » dans un délai de douze mois de la part d'un citoyen de l'Union entré sur le territoire pour y chercher un emploi, le demandeur doit directement être en mesure d'apporter la preuve qu'il recherche un emploi et qu'il a une chance réelle d'être embauché.

L'alinéa 2 de cette disposition énonce :

« Est considérée comme une demande successive, une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi introduite dans un délai de douze mois :

– après la décision de refus de la demande d'attestation d'enregistrement, conformément au paragraphe 3 ou 7 ; ou

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

- après l'expiration de la période de validité de l'attestation d'enregistrement précédente ; ou
- après qu'il a été mis fin au droit de séjour de plus de trois mois en qualité de citoyen de l'Union demandeur d'emploi, sur base du paragraphe 8, ou de toute autre base juridique ».

La question se pose de savoir comment cette disposition doit être appliquée en cas de décision prise sur la base de l'article 51/1, §§ 3⁶ ou 5⁷, en projet dans l'hypothèse où le délai raisonnable imparti au demandeur pour produire la démonstration qu'il dispose d'une chance réelle d'être embauché conformément à l'arrêt C-710/19 de la Cour de Justice de l'Union européenne⁸ n'est pas encore expiré au moment où il introduit sa demande « successive ».

Interrogé sur ces cas particuliers, le délégué de la Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« In het geval van § 3 zal de aanvraag slechts worden geweigerd indien de betrokkene niet afdoende kan aantonen dat hij werk zoekt op het Belgisch grondgebied. Dit zal zeer uitzonderlijk zijn. Bovendien beschikken de autoriteiten over een beslissingstermijn van zes maanden en heeft de betrokkene in principe geen recht op verblijf meer nadat het verblijf van meer dan drie maanden hem werd geweigerd (tenzij opnieuw in KT). In de praktijk kan de betrokkene aantonen dat hij zich nog in de redelijke termijn bevindt en zal hiermee rekening worden gehouden.

[...]

§ 5 werd niet opgenomen om deze reden. Indien het recht op verblijf wordt geweigerd op grond van § 5 valt de betrokkene dus niet binnen het toepassingsgebied van § 9 ».

Il est pris acte de ces explications.

Article 7

Interrogé sur le délai dans lequel le bourgmestre doit statuer sur la demande de séjour permanent, le délégué de la Secrétaire d'État a expliqué :

« Geen termijn voorzien. De gemeenten zijn zelf vragende partij om in eenvoudige dossiers een beslissing te kunnen nemen om op deze manier de werklast te kunnen verminderen. Er zal bovendien gecommuniceerd worden naar de gemeenten dat zij onmiddellijk of zo snel mogelijk de beslissing dienen te nemen ofwel het dossier aan DVZ dienen over te maken ».

⁶ Voir le 1^{er} tiret de l'article 51/1, § 9, alinéa 2, en projet.

⁷ Voir le 3^{ème} tiret (sous les termes « toute autre base juridique ») de l'article 51/1, § 9, alinéa 2, en projet.

⁸ C.J., arrêt *GMA c. État belge*, 17 décembre 2020, n° C-710/19.

Compte tenu du fait que l'article 55, alinéa 4, en projet (article 7, 2°, du projet) détermine le délai dans lequel le délégué du ministre doit prendre une décision, à savoir cinq mois à partir du transfert de la demande par le bourgmestre ou son délégué, la section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier de ne pas déterminer le délai dans lequel le bourgmestre doit prendre une décision dans le cas où il décide de ne pas transmettre la demande au délégué du ministre.

Il en va d'autant plus ainsi que, d'après les explications du délégué de la Secrétaire d'État, les communes seront informées du fait qu'elles doivent prendre une décision immédiatement ou le plus rapidement possible, en conformité avec l'article 19, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE' qui prévoit que le document attestant de la permanence du séjour doit être délivré « dès que possible ».

L'article 55, alinéa 4, en projet sera revu à la lumière de cette observation.

Article 13

Les mots « Dans l'annexe » seront remplacés par les mots « L'annexe ».

La même observation vaut pour l'article 14.

Article 17

Le rapport au Roi précise que le projet examiné vise en partie à mettre la réglementation belge en conformité avec l'arrêt C-710/19 du 17 décembre 2020 de la Cour de justice de l'Union européenne en ce qui concerne les demandes de citoyens de l'Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi.

L'article 17 du projet énonce :

« Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux règles juridiques applicables au moment de l'introduction ».

Il en résulte que les demandes introduites par les citoyens de l'Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi avant l'entrée en vigueur du projet resteraient dès lors soumises à une procédure qui a été jugée contraire à la directive 2004/38/CE par la Cour de Justice, ce qui n'est pas admissible.

Il appartient à l'auteur du projet de revoir l'article 17 du projet en manière telle que les citoyens de l'Union entrés sur le territoire pour y chercher un emploi qui ont introduit leur demande avant l'entrée en vigueur du projet puissent bénéficier d'une procédure qui soit conforme à la directive 2004/38/CE.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 39/57-1, § 2, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ vormt ten dele de rechtsgrond van het ontwerp.¹

Aangezien krachtens die bepaling een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad vereist is, zal een impactanalyse uitgevoerd moeten worden met betrekking tot de bepalingen waarbij aan die bepaling uitvoering gegeven wordt. In de aanhef dient vermeld te worden dat dit vormvereiste vervuld is.

2. Verscheidene bepalingen van het ontwerp gaan gepaard met de verwerking van persoonsgegevens, bijvoorbeeld het ontworpen artikel 51/1, § 2, eerste lid,² en § 6, eerste lid,³ van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ (artikel 4 van het ontwerp).

¹ Zie in dat verband opmerking 1 over de aanhef.

² Welke bepaling als volgt luidt: “Bij de aanvraag dient de burger van de Unie de volgende documenten over te maken: 1° een document waarmee het Unieburgerschap overeenkomstig artikel 41, § 1, eerste lid, van de wet wordt bewezen; 2° een inschrijving bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening en bewijzen van meerdere, daadwerkelijke sollicitaties, teneinde het bewijs te leveren dat de burger van de Unie effectief werk zoekt.”

³ Welke bepaling als volgt luidt: “De burger van de Unie die zes maanden na afgifte van de bijlage 19 nog steeds werk zoekt en hiertoe langer op het Belgisch grondgebied wenst te verblijven, moet kunnen bewijzen dat hij een reële kans maakt om te worden aangesteld. De burger van de Unie legt hiertoe tussen de zesde en de achtste maand na afgifte van de bijlage 19 de volgende bewijzen voor bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij verblijft: 1° het bewijs dat hij nog steeds werk zoekt, zijnde bewijzen van regelmatig en actief solliciteren na afgifte van de bijlage 19, alsook een stand van zaken omtrent de lopende sollicitaties; en 2° het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, zoals behaalde diploma's, eventuele gevolgd of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid.”

Er dient dan ook rekening gehouden te worden met artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan alsook met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, waaruit blijkt dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ geraadpleegd dient te worden.

Hoewel de ontworpen bepalingen ten opzichte van de bepalingen die gewijzigd worden⁴ niet gepaard lijken te gaan met nieuwe gegevensverwerkingen, dient evenwel vastgesteld te worden dat het ontwerp een nieuwe uiting is van de wil van de steller van het ontwerp, waarbij alle voorafgaande vormvereisten die gelden op het ogenblik van de goedkeuring van het ontwerp in acht genomen moeten worden.

Bijgevolg moet de steller van het ontwerp erop toezien dat de Gegevensbeschermingsautoriteit over die bepalingen geraadpleegd wordt.

In de aanhef dient vermeld te worden dat dit vormvereiste vervuld is.

ALGEMENE OPMERKING

De artikelen 50, § 1, en 51/1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 zijn respectievelijk gewijzigd en ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2022 ‘houdende diverse bepalingen inzake de inschrijving van de buitenlandse onderdanen in de registers en met het oog op de registratie van de inlichtingen betreffende frauduleuze erkenningen en het aanvullen van de informatie met betrekking tot schijnhuwelijken en schijnwettelijke samenwoningen’.

Verscheidene bepalingen van het ontwerp strekken ertoe wijzigingen aan te brengen in die bepalingen.

Er dient evenwel vastgesteld te worden dat het koninklijk besluit van 7 oktober 2022 nog niet in werking getreden is, aangezien het ministerieel besluit dat daartoe vastgesteld moet worden niet goedgekeurd is.

⁴ De bepaling onder 3° van artikel 50, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, welke bepaling opgeheven wordt bij artikel 2, 2°, van het ontwerp, luidt als volgt: “Bij de aanvraag of ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag dient de burger van de Unie naargelang het geval de volgende documenten over te maken: (...) 3° werkzoekende: a) een inschrijving bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening of kopieën van sollicitatiebrieven; en b) het bewijs van de reële kans om te worden aangesteld waarbij rekening wordt gehouden met de persoonlijke omstandigheden van de betrokkene, zoals behaalde diploma’s, eventuele gevolgde of voorziene beroepsopleidingen, en duur van de werkloosheid”.

Teneinde elk gebrek aan samenhang bij de uitvoering van die besluiten te voorkomen dient de steller van het ontwerp zich ervan te vergewissen dat het koninklijk besluit van 7 oktober 2022 vóór voorliggend ontwerp in werking treedt zodat bij dat ontwerp wijzigingen aangebracht kunnen worden in de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2022.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Op de vraag of in het eerste lid melding gemaakt wordt van alle bepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat daaraan de volgende bepalingen toegevoegd dienen te worden: artikel 13, § 2, tweede lid, artikel 39/57-1, § 2, artikel 42*quinquies*, § 5, en artikel 57/30, § 1, zesde lid, van de wet van 15 december 1980.

Het eerste lid moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 74.084/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”⁵

Bijgevolg moet de spoedeisendheid niet vermeld worden in een lid dat begint met “Gelet op”, maar kan daarvan melding gemaakt worden in de vorm van een overweging.

DISPOSITIEF

Artikel 4

1. Op de vraag wat de draagwijdte is van de woorden “Indien nodig” in het ontworpen artikel 51/1, § 7, tweede lid, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

“Om de continuïteit van het verblijf te garanderen voor de burger van de Unie, wanneer de administratie (door een grote influx van dossiers of bij complexe dossiers) de tijd te geven om deze bewijzen te controleren of om de uitkomst van een lopende procedure af te wachten (op deze manier kan de betrokkene onmiddellijk geregistreerd worden als werknemer). De Unieburger zelf kan geen verlenging vragen.”

Het verdient aanbeveling deze toelichting op te nemen in de commentaar bij het artikel.

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

2. In het ontworpen artikel 51/1, § 8, eerste lid, moeten de woorden “dat hij nog steeds werk zoekt of een reële kans maakt om te worden aangesteld” vervangen worden door de woorden “dat hij nog steeds werk zoekt en een reële kans maakt om te worden aangesteld” om elke onduidelijkheid te voorkomen over het feit dat beide opgesomde voorwaarden vervuld moet worden.

3. In het ontworpen artikel 51/1, § 9, eerste lid, wordt bepaald dat, indien binnen de twaalf maanden een “opeenvolgende” aanvraag gedaan wordt door een burger van de Unie die het grondgebied binnengekomen is om er werk te zoeken, de aanvrager onmiddellijk moet kunnen bewijzen dat hij werk zoekt en een reële kans heeft om aangesteld te worden.

Het tweede lid van die bepaling luidt als volgt:

“Als opeenvolgende aanvraag wordt aangemerkt, een aanvraag tot een verklaring van inschrijving in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie ingediend binnen de twaalf maanden:

– na de beslissing tot weigering van de aanvraag tot een verklaring van inschrijving overeenkomstig paragraaf 3 of 7; of

– na verloop van de geldigheidstermijn van de voorgaande verklaring van inschrijving; of

– nadat een einde werd gesteld aan het recht op verblijf van meer dan drie maanden in hoedanigheid van werkzoekende burger van de Unie op grond van paragraaf 8 of eender welke wettelijke basis.”

De vraag rijst hoe die bepaling toegepast moet worden indien op grond van het ontworpen artikel 51/1, §§ 3⁶ of 5,⁷ een beslissing genomen wordt ingeval de redelijke termijn waarover de aanvrager beschikt om het bewijs te leveren dat hij een reële kans heeft om overeenkomstig arrest C-710/19 van het Hof van Justitie van de Europese Unie⁸ aangesteld te worden, nog niet verstreken is wanneer hij zijn “opeenvolgende” aanvraag indient.

Naar aanleiding van een vraag over deze bijzondere gevallen heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende toelichting gegeven:

“In het geval van § 3 zal de aanvraag slechts worden geweigerd indien de betrokkene niet afdoende kan aantonen dat hij werk zoekt op het Belgisch grondgebied. Dit zal zeer uitzonderlijk zijn. Bovendien beschikken de autoriteiten over een beslissingstermijn van zes maanden en heeft de betrokkene in principe geen recht op verblijf meer nadat het verblijf van meer dan drie maanden hem werd geweigerd (tenzij opnieuw in KT). In de praktijk kan de betrokkene aantonen dat hij zich nog in de redelijke termijn bevindt en zal hiermee rekening worden gehouden.

(...)

⁶ Zie het eerste streepje van het ontworpen artikel 51/1, § 9, tweede lid.

⁷ Zie het derde streepje (de woorden “eender welke wettelijke basis”) van het ontworpen artikel 51/1, § 9, tweede lid.

⁸ HvJ 17 december 2020, C-710/19, *GMA v. Belgische Staat*.

§ 5 werd niet opgenomen om deze reden. Indien het recht op verblijf wordt geweigerd op grond van § 5 valt de betrokkene dus niet binnen het toepassingsgebied van § 9.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

Artikel 7

Naar aanleiding van een vraag over de termijn waarin de burgemeester moet beslissen over de aanvraag duurzaam verblijf heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende toelichting gegeven:

“Geen termijn voorzien. De gemeenten zijn zelf vragende partij om in eenvoudige dossiers een beslissing te kunnen nemen om op deze manier de werklast te kunnen verminderen. Er zal bovendien gecommuniceerd worden naar de gemeenten dat zij onmiddellijk of zo snel mogelijk de beslissing dienen te nemen ofwel het dossier aan DVZ dienen over te maken.”

Gelet op het feit dat in het ontworpen artikel 55, vierde lid (artikel 7, 2°, van het ontwerp) de termijn bepaald wordt waarbinnen de gemachtigde van de minister een beslissing moet nemen, namelijk vijf maanden vanaf het overzenden van de aanvraag door de burgemeester of zijn gemachtigde, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk op welke grond de termijn waarbinnen de burgemeester een beslissing moet nemen niet bepaald zou worden ingeval hij beslist om de aanvraag niet aan de gemachtigde van de minister over te zenden.

Dat geldt des te meer daar uit de toelichting van de gemachtigde van de staatssecretaris blijkt dat de gemeenten op de hoogte gebracht zullen worden van het feit dat ze onmiddellijk of zo snel mogelijk een beslissing dienen te nemen, overeenkomstig artikel 19, lid 2, van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 ‘betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG’, naar luid waarvan het document ter staving van duurzaam verblijf “zo spoedig mogelijk” verstrekt moet worden.

Het ontworpen artikel 55, vierde lid, moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

Artikel 13

De woorden “In bijlage” moeten vervangen worden door de woorden “De bijlage”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 14.

Artikel 17

In het verslag aan de Koning staat dat voorliggend ontwerp er deels toe strekt de Belgische regelgeving in overeenstemming te brengen met arrest C-710/19 d.d. 17 december 2020 van het Hof van Justitie van de Europese Unie over de aanvragen van burgers van de Unie die het grondgebied binnengekomen zijn om er werk te zoeken.

Artikel 17 van het ontwerp luidt als volgt:

“De aanvragen ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan de rechtsregels van toepassing op het moment van indiening.”

Daaruit volgt dat de aanvragen die vóór de inwerkingtreding van het ontwerp ingediend zijn door burgers van de Unie die het grondgebied binnengekomen zijn om er werk te zoeken bijgevolg onderworpen zouden blijven aan een procedure die door het Hof van Justitie in strijd bevonden is met richtlijn 2004/38/EG, wat onaanvaardbaar is.

De steller van het ontwerp dient artikel 17 van het ontwerp aldus te herzien dat de burgers van de Unie die het grondgebied binnengekomen zijn om er werk te zoeken en die hun aanvraag vóór de inwerkingtreding van het ontwerp ingediend hebben, in aanmerking kunnen komen voor een procedure die in overeenstemming is met richtlijn 2004/38/EG.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET